

la nécessité de prévoir les réactions américaines et en ont amené bon nombre à réaliser enfin que la dépendance non seulement se perpétuait, tout en étant à l'occasion extrêmement inconfortable, mais aussi qu'elle s'exacerbait elle-même. Compte tenu de cette prise de conscience, qui se double d'une méfiance diplomatique traditionnelle en ce qui a trait à des arrangements bilatéraux officiels avec les États-Unis, il est improbable que des projets d'intégration importants, comme des programmes continentaux dans les secteurs de l'énergie ou des ressources, suscitent un intérêt très vif du côté canadien. De plus, certains des projets possibles – mais certes pas tous – recueilleraient assez peu d'appuis au Congrès américain. L'idée d'une zone de libre-échange canado-américaine est un bon exemple. À cela s'ajoute une autre contrainte: le public canadien, ou plus précisément des éléments de la culture politique canadienne. Il est maintenant évident que le nationalisme n'est pas encore une force dominante de la politique canadienne et c'est un truisme que de dire que la plupart des Canadiens croient que leur pays doit collaborer avec les États-Unis. Cependant, il est encore plus vrai de dire qu'il existe chez les Canadiens une aversion latente mais puissante contre tout envahissement réel ou apparent des Américains.

Un certain nombre de raisons expliquent par ailleurs la probabilité d'un accroissement des *divergences* durant la décennie qui s'annonce. Au cours des années 1960 et 1970, les interactions canado-américaines ont comporté un nombre croissant de différends et de divergences. Certes, les relations entre les deux pays restent étroites et cordiales selon des critères internationaux. Les sources de frictions sont cependant devenues plus nombreuses, comparativement à la situation des années 1950.

Le nombre plus grand de conflits est dû en partie au plus grand nombre de contacts qui caractérisent un monde davantage interdépendant et particulièrement les deux pays les plus interdépendants de la communauté mondiale. Une partie de l'explication se trouve également dans la mise en veilleuse de la guerre froide, le relâchement des alliances et l'atténuation des contraintes imposées aux puissances de moindre importance qui se querellent ouvertement avec la superpuissance. La détente américano-soviétique, une plus grande interdépendance et la rareté de certaines ressources ont également entraîné des modifications au tableau des priorités internationales. Les questions de la paix et de la sécurité, pierres angulaires de la solidarité des alliances, ont cédé le pas aux questions économiques et aux autres questions où les intérêts nationaux et intranationaux sont primordiaux. De surcroît, le gouvernement canadien, à l'instar d'autres gouvernements, s'engage davantage, selon les termes de Jeanne Kirk Laux, «dans le rôle d'entrepreneur, de ban-

quier et de commerçant». Dans la mesure où il demeurera plus interventionniste que le gouvernement américain, d'autres différends sont inévitables. Si l'on retient l'hypothèse que ces tendances systémiques se maintiendront, il semble probable que les désaccords, les frictions et les conflits bilatéraux augmenteront.

Naturellement, les relations canado-américaines ne suivront pas précisément l'évolution tracée par l'enquête Delphi. Il y aura à tout le moins nombre de surprises et d'imprévus. D'ailleurs, on peut bien se demander si ces prévisions ne sont pas déjà périmées en raison des événements récents, du moins en ce qui a trait à l'accroissement des conflits. De toute évidence, l'une des faiblesses de la méthode Delphi est qu'elle se fonde trop sur l'événement récent et ne prévoit pas les nouvelles orientations. (La même faiblesse peut être attribuée à la plupart des méthodes prévisionnelles, qu'elles soient intuitives ou quantitatives.) Le cas qui nous occupe offre-t-il un exemple classique de l'inaptitude à prévoir un revirement de tendance?

Selon certains observateurs, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois constitue le facteur déterminant derrière ce nouveau virage vers la coopération dans les relations canado-américaines. La guerre froide entre Ottawa et Québec en fin de décennie a effectivement le même effet sur les relations canado-américaines, du moins sur leur ton, qu'a eu la guerre froide entre Moscou et Washington à la fin des années 40 et au début des années 50, bien que ce soit pour des raisons différentes. Le rôle principal des Affaires extérieures dans le débat sur l'unité nationale est clairement, et la chose est compréhensible, de s'assurer que le voisin du Sud reste aussi sympathique que possible. Il y a donc peu de place pour la rhétorique entourant la troisième option et encore moins pour des mesures visant à réduire l'intégration. Cependant, la place qu'occupe la question de l'unité nationale dans les préoccupations fédérales n'explique pas entièrement le climat actuel de coopération.

Même sans le Parti québécois, la stagnation de l'économie canadienne et la détérioration de la situation de la balance des paiements prêchent éloquemment contre les projets que pourrait inspirer la troisième option. D'autre part, l'élection présidentielle américaine en 1976 et l'arrivée d'une nouvelle administration (de surcroît démocrate) en 1977 a également contribué au revirement. L'une des prémisses de la diplomatie canadienne veut que les relations canado-américaines ne soient pas une des questions discutées lors d'élections américaines et son corollaire veut que ces relations ne deviennent pas l'un des sujets de préoccupation du nouveau président durant sa «lune de miel». Ces considérations inspirées par la politique intérieure américaine sont donc l'un des facteurs dans ce qui semble la continuation d'une évolution typique